

Claude Latta

Georges Clemenceau

(1841-1929)

Cahiers de Village de Forez

Collection Histoire et citoyenneté

Histoire et citoyenneté

Georges Clemenceau

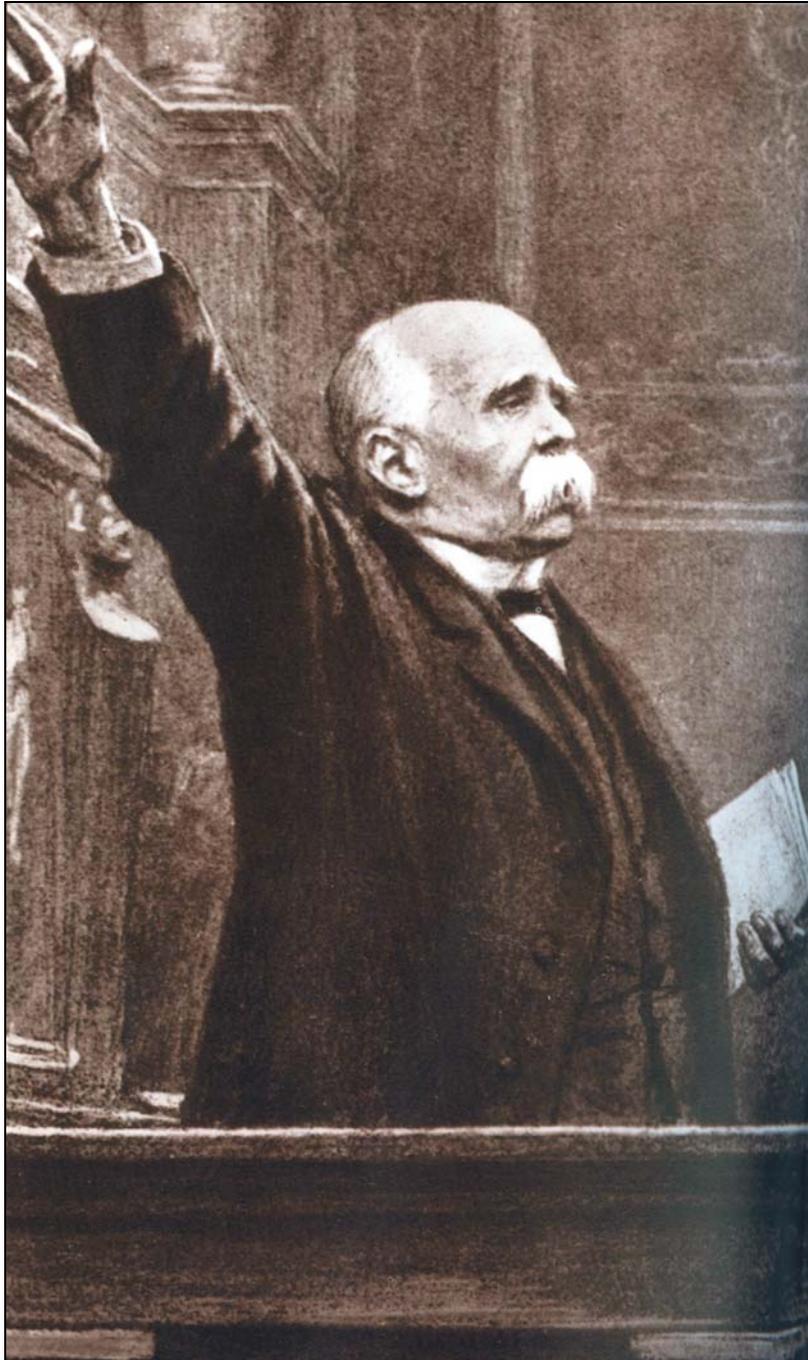
(1841-1929)

Ce cahier de *Village de Forez* est le premier de la collection *Histoire et citoyenneté*.

Cette collection souhaite offrir aux lecteurs de *Village de Forez* des éléments de connaissance et de réflexion sur l'histoire contemporaine. Les conférences et les travaux, faits à Montbrison et dans le Forez, dans le cadre des institutions et des associations locales qui mettent au premier plan de leurs préoccupations le souci de la culture, de la formation des citoyens et de la connaissance de l'histoire contemporaine trouvent leur place dans cette collection. Ils témoignent de l'effort fait, en ce domaine, dans le Forez.

Ce cahier consacré à Georges Clemenceau reprend le texte, revu et augmenté, d'une conférence faite à l'Université pour tous (antennes de Montbrison, Rive-de-Gier et Boën) en 2005 et 2006. Pour lui laisser la spontanéité de l'oral, nous n'avons pas mis de références dans des notes infrapaginales. Mais nous avons ajouté une bibliographie et l'indication de lieux de mémoire où le touriste amateur d'histoire peut retrouver le souvenir du « Père la Victoire ».

Le nom de Clemenceau se prononce comme *Clémenceau* mais s'écrit sans accent sur le e.



Le 11 novembre 1918

Georges Clemenceau

(1841-1929)

11 novembre 1918, il est 4 h de l'après-midi. Venant de l'Elysée où il a assisté au Conseil des ministres, le président du Conseil Georges Clemenceau monte à la tribune du Palais Bourbon pour lire les clauses de l'armistice qui vient d'être signé à Rethondes et qui met un terme à la guerre. L'homme a 77 ans, une tête de vieux Gaulois : le crâne chauve, les pommettes saillantes, les moustaches tombantes, des yeux perçants enfoncés dans leurs orbites. Il est vêtu d'une jaquette noire à bouts carrés, cravate noire et gants gris qui ne le quittent jamais. Pendant plusieurs minutes, les acclamations des députés debout et des spectateurs des tribunes montent en une énorme vague pour lui rendre hommage. Clemenceau lit le texte de l'armistice dont la représentation nationale a la primeur. La lecture de chaque article est ponctuée d'applaudissements. Écoutons sa conclusion : « Au nom du peuple français, au nom de la République française, j'envoie le salut de la France, une et indivisible, à l'Alsace et à la Lorraine retrouvées. » Un temps d'arrêt. « Et puis, honneur à nos grands morts qui nous ont fait cette victoire ! Pour eux, nous pouvons dire qu'avant tout armistice, la France a été libérée par la puissance de ses armes. Quant aux vivants, [...] nous les attendons pour la grande œuvre de reconstruction sociale. Grâce à eux, la France, hier soldat de Dieu, aujourd'hui soldat de l'Humanité, sera toujours le soldat de l'Idéal ».

Les députés entonnent la *Marseillaise*, reprise par le public. Et tandis que le chef du gouvernement se rend au Sénat, la Chambre vote une loi proclamant que « le citoyen Georges Clemenceau, les armées de la République, le maréchal Foch ont bien mérité de la Patrie ». A la demande d'Albert Thomas qui vient de signaler la présence dans les tribunes du public de deux députés *protestataires* d'Alsace, Weil et l'abbé Emile Wetterlé, les députés se lèvent pour les acclamer. Clemenceau qui a salué le retour de l'Alsace-Lorraine est alors le *seul survivant* des 106 députés qui, à Bordeaux, le 1^{er} mars 1871, ont voté contre les Préliminaires de paix parce qu'ils ne voulaient pas se résigner à l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine.

Image d'Epinal, certes, que cette scène patriotique du 11 novembre, mais qui exprime la vérité d'un homme qui sut s'identifier, en 1917-1918, à la volonté de vaincre l'envahisseur et de reprendre les provinces perdues en 1871. Au-delà de cette image, il y a aussi la longue et étonnante carrière politique d'un républicain qui trouve ici son apothéose. Georges Clemenceau, député à 30 ans, fut parlementaire pendant presque un demi-siècle, de 1871 à 1919, avec une interruption en 1893-1902, ministre de l'Intérieur en 1906 – il entre pour la première fois dans un gouvernement à 65 ans – puis président du Conseil de 1906 à 1909 et enfin en 1917. Il est « le Tigre » puis « le Père la Victoire » et le négociateur du Traité de Versailles. Il fut aussi médecin, professeur de français aux Etats-Unis, maire de Montmartre en 1870-1871, romancier, journaliste - il dirige le journal *L'Aurore* dans lequel Emile Zola publie son fameux « J'accuse », article dont il a trouvé le titre. Un tempérament. Un homme, avec ses grandeurs et ses faiblesses.



Clemenceau à 21 ans (1862)

I - Les années de formation : de la Vendée à Montmartre (1841-1870)

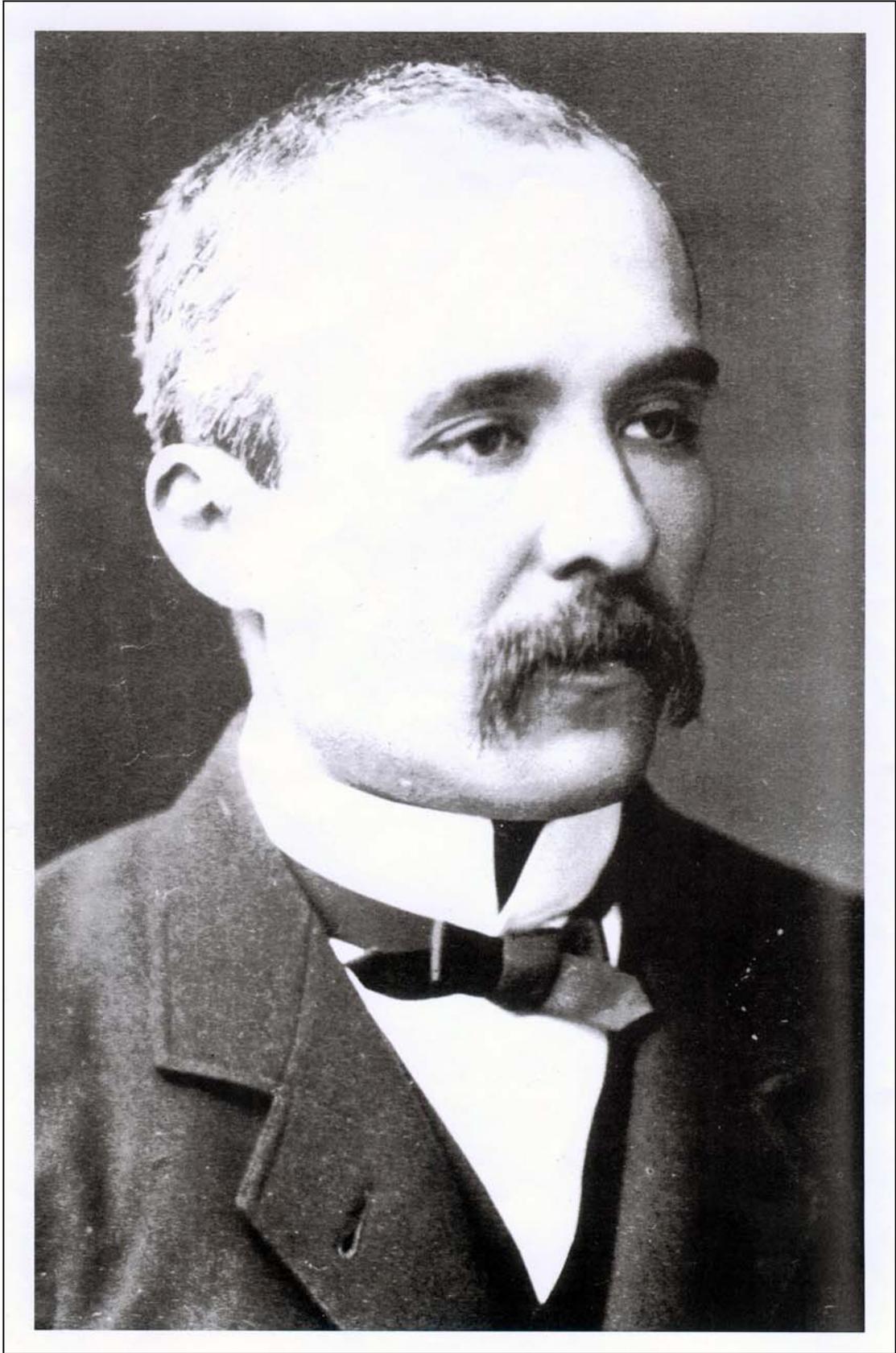
Un « Bleu de Vendée »

La Vendée est, en France, une région à part, marquée par la guerre civile qui opposa les royalistes – les *Blancs* – soulevés en 1793 et les soldats de la République – les *Bleus*. Aussi quand on dit « Bleu de Vendée », cela veut dire républicain dans une région où on ne l'était guère. Georges Clemenceau est un « Bleu de Vendée ». Né en 1841 à Mouilleron-en-Pareds dans la maison de son grand-père maternel, il est le fils du docteur Benjamin Clemenceau et de Sophie Gautreau qui eurent six enfants – Georges est le deuxième. Il est issu d'une famille *bourgeoise* depuis trois siècles, formée de notables qui, au cours des siècles de l'Ancien Régime sont imprimeurs, apothicaires, médecins, avocats, propriétaires fonciers. Au XVIII^e siècle, ils ont adhéré aux Lumières et, en 1789, à la Révolution. Ils habitent tantôt à Nantes, tantôt dans l'une de leurs deux propriétés, l'Aubraie, où Georges Clemenceau a passé une partie de sa jeunesse, et le Colombier, qui appartenait aux Clemenceau depuis plusieurs générations et où il est enterré aux côtés de son père, Benjamin Clemenceau, qui a tant compté pour lui.

Benjamin Clemenceau – le père – a fait ses études de médecine à Paris, puis est revenu s'installer à Nantes. Dans la capitale, il avait fait le coup de feu contre la Restauration pendant les *Trois Glorieuses* de juillet 1830. Républicain, nourri de la lecture des Encyclopédistes, anticlérical, il est à Nantes, en février 1848, membre de la *Commission démocratique* qui s'installe à la mairie, alors qu'un autre républicain nantais, René Waldeck-Rousseau est élu député. Ses opinions politiques valent à Benjamin Clemenceau la prison à deux prises : il est emprisonné pendant un mois après le coup d'Etat du 2 décembre 1851. En 1858, la loi de sûreté générale, votée après l'attentat d'Orsini contre l'empereur, permet de l'arrêter à nouveau et de le condamner, sans jugement, à la déportation en Algérie. Conduit à Marseille, il est finalement libéré devant les protestations de l'opinion nantaise. En 1860, il se retire à l'Aubraie dont il a hérité et où il vit en misanthrope, original, autoritaire et fantasque, soucieux surtout de littérature. Georges Clemenceau a vu son père en prison et en a été marqué pour la vie. Il l'a vu partir, menottes aux mains pour Marseille : « Je te vengerai » – lui dit-il. Son père répond au jeune lycéen : « Travaille ! »

Etudiant en médecine et républicain

Georges Clemenceau, effectivement, travaille, termine ses études secondaires au lycée de Nantes, fait ses études de médecine à Paris où son père vient l'installer et le présente à son ami Etienne Arago. Il mène de front études de médecine - il est interne à l'hôpital de la Pitié et soutient sa thèse en 1865 - et activités politiques : dès 1861, il collabore au *Travail*, un petit journal républicain - parmi les rédacteurs, le jeune Emile Zola. Après la disparition du *Travail*, Georges Clemenceau collabore au *Matin*. Activités qui lui valent, en 1862, de passer deux mois en prison, à Mazas, pour avoir appelé à une manifestation le 24 février, jour anniversaire de la proclamation de la Seconde République. Libéré, Georges Clemenceau va voir quotidiennement l'un de ses amis, Ferdinand Taulé, qui est à la prison Sainte-Pélagie.



Clemenceau à 31 ans (1872)

Il y rencontre Auguste Blanqui, le « Vieux », dont l'intransigeance et la rigueur morale font sur lui une grande impression. Georges Wormser écrit que c'est l'exemple de Blanqui, l'une des grandes admirations de sa jeunesse, qui convainc Clemenceau « de ne jamais plier » : pourtant il n'adhéra jamais à ses idées. Lors de ses visites à Sainte-Pélagie, Clemenceau fait aussi la connaissance d'Auguste Scheurer, qui avait pris, après son mariage avec Cécile Kestner, le nom de Scheurer-Kestner. Ingénieur chimiste, il appartenait à une grande famille alsacienne du textile et, républicain, complotait aussi contre l'Empire.

Le séjour américain (1865-1868)

Chez Auguste Scheurer-Kestner, Georges Clemenceau devint amoureux de la belle-sœur de celui-ci, Hortense. Mais la belle n'éprouvait pas les mêmes sentiments et surtout, son père jugea que ce jeune homme, non encore établi, était – ce sont ses termes – trop « fantasque » et « cassant ». Ce chagrin d'amour et cette blessure d'orgueil furent en grande partie à l'origine de la décision que prit Georges Clemenceau de partir aux Etats-Unis. Officiellement, il avait dit à son père qu'avant de s'établir comme médecin en Vendée, il souhaitait aller aux Etats-Unis : depuis Tocqueville, le voyage en Amérique était considéré comme une expérience obligée pour retourner à la source des institutions démocratiques. Clemenceau s'embarque donc à destination de New-York où il réside à Greenwich Village, explore la grande ville, visite aussi le sud des Etats-Unis (la guerre de Sécession vient de se terminer). Il envoie au *Temps* des « Lettres des Etats-Unis » - 76 articles au total - qui sont des reportages très vivants sur les institutions et la vie américaines et sur la situation du Sud pendant la période de la « Reconstruction ». Il hésite sur son avenir, envisage même un moment de s'installer aux Etats-Unis, écarte finalement la proposition qui lui est faite de devenir médecin à Savannah puis demande à son père de l'argent pour s'acheter un ranch ! Benjamin Clemenceau lui coupe alors les vivres, ce qui oblige le jeune homme à travailler.

Georges Clemenceau devient alors professeur de français dans le collège de jeunes filles de Stamford. Non seulement il donne des cours de français mais aussi d'équitation. Les jeunes filles américaines sont beaucoup plus libres qu'en France. Elles se plaisent avec leur professeur, font des courses à cheval avec lui dans le parc du collège et lui offrent des livres – dont les œuvres reliées de Washington Irving (considéré comme le premier grand romancier américain). Georges Clemenceau s'éprend de l'une d'elles, Mary Plummer, âgée de 17 ans. Les deux jeunes gens décident de se marier. Mais de nombreuses péripéties - le futur époux ne veut pas de mariage religieux (« Choisissez entre Dieu et moi ») et le tuteur de la jeune Mary n'entend pas céder sur ce point - et deux voyages aller-retour de Georges Clemenceau en France retardent le mariage qui a finalement lieu à New-York en 1869... sans passage devant le pasteur ! Après leur mariage, les deux époux rentrent en France et s'installent à l'Aubraie. Trois enfants naissent de ce mariage : Madeleine (1870), Thérèse (1872) et Michel (1873). Georges Clemenceau, médecin de campagne, parcourt à cheval le Bocage vendéen pour visiter ses malades.

Importance de ce séjour américain : les trois années passées aux Etats-Unis ont ouvert de nouveaux horizons à Georges Clemenceau à une époque où l'on voyageait peu. Il maîtrise parfaitement l'anglais, ce qui lui sera fort utile au cours de sa carrière, surtout en 1919 au moment de la conférence de la paix.

Maire de Montmartre et député de la Seine (1870-1871)

En 1870, les premières péripéties de la guerre franco-prussienne décident Clemenceau à rentrer à Paris où il arrive le 1^{er} septembre 1870. Le 4, il est dans la foule qui, à la nouvelle de

la défaite de Sedan, envahit le Palais Bourbon où est votée la déchéance de l'Empire et se rend à l'Hôtel de Ville où la République est proclamée. Un gouvernement de la Défense nationale est formé, avec Gambetta. Etienne Arago, devenu maire de Paris, nomme Georges Clemenceau maire du XVIII^e arrondissement (Montmartre). Gambetta le charge d'aller fermer la salle où siégeait le Sénat impérial dont on disait qu'il défendait encore le régime vaincu : voilà Clemenceau entré en politique alors que l'ennemi marche sur Paris. Le maire de Montmartre, aidé de son adjoint Simon Dereure, déploie une grande activité pour alléger, pendant le siège, les souffrances de ses administrés : ces souffrances sont illustrées par les centaines de lettres adressées par les femmes de Montmartre à leur mairie pour demander des secours, lettres qui ont été étudiées par Odile Krakovitch. Georges Clemenceau s'occupe du ravitaillement, du lait des nourrissons, du chauffage et de l'éclairage, des secours aux plus nécessiteux. Il arme et organise l'instruction militaire des gardes nationaux de son arrondissement. Il fait apposer à Montmartre une affiche où il écrit : « Nous sommes les enfants de la Révolution. Inspirons-nous de l'exemple de nos pères de 1792 et, comme eux nous vaincrons. »

Mais la capitale, affamée, est à bout de forces. Les tentatives de « sortie » ont échoué et les armées de secours levées par Gambetta ont été battues. Le 26 janvier 1871, l'armistice est signé. En février 1871, Georges Clemenceau est élu député républicain de la Seine, avec Gambetta, Victor Hugo, Edgar Quinet, Benoît Malon. Paris a envoyé à Bordeaux, où siège l'Assemblée, des républicains qui veulent continuer la lutte et refusent la cession à l'Allemagne de l'Alsace et de la Lorraine. Mais la majorité conservatrice est favorable à la paix : elle considère que la guerre est perdue et que sa poursuite aggraverait le danger révolutionnaire. Georges Clemenceau est à Bordeaux lorsque, le 1^{er} mars, les Préliminaires de paix sont votés par l'Assemblée et fait partie des 106 irréductibles qui votent *contre*. Moment d'émotion : les députés d'Alsace-Lorraine, parmi lesquels son ami Scheurer-Kestner, après le vote, quittent l'Assemblée. Moment décisif pour comprendre Clemenceau qui dira plus tard dans un discours à la Sorbonne : « Cette tragédie est demeurée vivante en moi depuis cette douloureuse journée. »

La tragédie n'était d'ailleurs pas terminée. Le 18 mars 1871 la Commune éclate, à Montmartre. Clemenceau a vu venir le drame et s'est posé en conciliateur entre l'Assemblée, venue s'installer à Versailles, et la Garde nationale dont les canons, achetés par souscription, sont à Montmartre : il appelle la population au calme ; il propose à Thiers, devenu chef du gouvernement, qu'un parc d'artillerie soit créé et gardé à tour de rôle par les bataillons de la Garde nationale. Démarches vaines. Le 18 mars, des troupes sont envoyées par Thiers pour enlever les canons. L'opération, mal organisée, traîne. La foule s'assemble et les soldats fraternisent avec elle. Clemenceau, alerté, arrive sur les lieux. Trop tard : deux généraux, Lecomte et Clément-Thomas ont été arrêtés et exécutés. Thiers, qui était à Paris, abandonne la capitale aux insurgés et le comité central de la Garde nationale s'installe à l'Hôtel de Ville. Le destin balance encore. Clemenceau réussit à sauver les autres officiers prisonniers. Il se refuse à quitter sa mairie et fait partie, avec les autres députés et maires d'arrondissement, des « conciliateurs » qui, entre le 18 et le 26, tentent d'éviter la guerre civile, négocient avec le Comité central de la Garde nationale, puis se rendent à Versailles pour présenter une solution de conciliation à l'Assemblée : ils sont hués et doivent se retirer. Clemenceau démissionne de ses mandats de maire et de député. Mais il reste encore à Paris jusqu'au 10 mai, faisant en vain deux ultimes tentatives de médiation, dans le cadre de la *Ligue républicaine des droits de Paris* dont il est l'un des fondateurs. Suspect aux deux camps, menacé d'arrestation, il quitte la capitale, se réfugie d'abord en Vendée puis en Alsace, à Thann, chez son ami Scheurer-Kestner et vit avec lui les derniers jours de la France en Alsace. En effet, Scheurer-Kestner, optant pour la France, quitte l'Alsace après le traité de Francfort.

II - Clemenceau, le « tombeur de ministères »

« Médecin des pauvres » et conseiller municipal de Paris

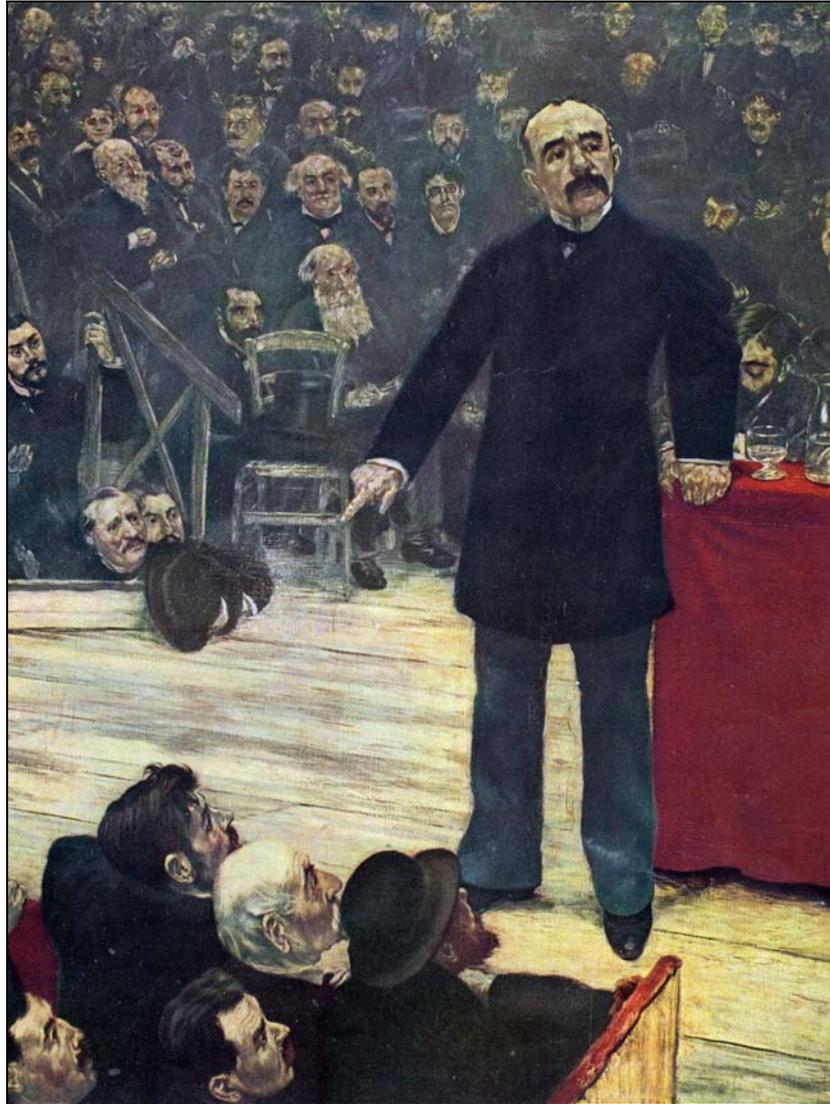
Après la Commune, Georges Clemenceau est rentré à Paris. Il partage désormais sa vie entre la capitale et l'Aubraie, en Vendée, où sa femme – qui est de santé fragile – vit avec ses enfants dans la propriété familiale des parents Clemenceau. Rue des Trois-Frères, il a ouvert un dispensaire et un cabinet de consultations et connaît alors de près la condition ouvrière et la misère des habitants du quartier ravagés par la tuberculose. Médecin de quartier, « médecin des pauvres » d'avant la Sécurité sociale : beaucoup de ses patients ne peuvent le payer. Il s'intéresse aussi aux maladies professionnelles et aux problèmes d'hygiène. Quand il est, 30 ans plus tard, au gouvernement, il crée un ministère du Travail et de l'Hygiène.

Clemenceau n'a pas pour autant abandonné la politique. Il est élu conseiller municipal de Paris dès juillet 1871. On n'a pas oublié à Montmartre son dévouement pendant le siège de 1870. Même si Paris est désormais tenu en tutelle par le pouvoir central, il ne considère pas que son mandat de conseiller municipal soit une fonction secondaire : Paris sort des destructions et des drames de la semaine sanglante, la communauté parisienne est à reconstruire. Il est un conseiller municipal actif, s'occupe des hôpitaux (création d'un laboratoire d'histologie, création de services de maternité), des enfants assistés, de l'instruction publique – où il manifeste son opposition aux congrégations. Son autorité s'affirme : il est élu vice-président puis, pendant quelques mois, en 1875, président du conseil municipal – il a 34 ans. Il gardait cependant un œil sur la politique nationale, méprisait cette Assemblée nationale dont il avait démissionné, était critique vis-à-vis de la nouvelle république péniblement créée – « par défaut » – par les lois constitutionnelles de 1875.

Le député radical

L'Assemblée s'étant séparée en 1876, des élections ont lieu pour désigner députés et sénateurs. Clemenceau brigue à nouveau le siège de député du XVIII^e arrondissement de Paris avec un programme qui se veut « radical ». Il écrit : « Les républicains modérés demandent à la République son minimum, nous son maximum. » Il fixe alors son corps de doctrine, demande la révision des lois constitutionnelles de 1875, la suppression de la présidence et du Sénat, l'établissement des libertés, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, l'instruction gratuite laïque et obligatoire, un impôt plus juste, le service militaire égal pour tous, l'abolition de la peine de mort, l'amnistie pour les Communards. Il est élu député à une forte majorité et siège désormais à l'extrême gauche de l'assemblée. Il fait partie du petit groupe des radicaux qui dénoncent les compromissions des « opportunistes », c'est-à-dire des républicains les plus modérés qui pensent qu'il ne faut faire des réformes que lorsqu'elles sont opportunes. Il le fait avec son tempérament intransigeant et coléreux, n'oubliant rien et ne pardonnant rien, orateur mordant dans une enceinte où la parole est reine, journaliste caustique à une époque où la presse joue un rôle considérable.

Si Clemenceau a été longtemps si détesté, c'est qu'il est alors au centre de multiples contradictions : républicain mais hostile à la république modérée, grand bourgeois qui peut vendre une ferme pour créer un journal – *La Justice* – et député d'un arrondissement populaire où l'on aime le médecin proche du peuple ; enfant des Lumières mais méprisant souvent les hommes ; défenseur du peuple mais qui est devenu une figure bien parisienne qui aime l'équitation, multiplie les conquêtes féminines et se bat fréquemment en duel, car ses bons mots ravageurs lui ont fait beaucoup d'ennemis.



**Georges Clemenceau en réunion publique au cirque Fernando (1885)
Peinture de J.-F. Raffaëlli (musée de Versailles)**

Clemenceau est alors le « tombeur de ministères », bientôt le « Tigre », surnom qui est bien antérieur à la guerre de 1914-1918. Il s'oppose successivement à Gambetta qu'il accuse d'être devenu « opportuniste » ; à Jules Ferry surtout dont il dénonce la politique de conquête coloniale (Tunisie, Indochine). Clemenceau, grand voyageur, respecte les autres civilisations et ne croit pas à la supériorité de certaines sur les autres. Il estime surtout que les conquêtes extérieures détournent le pays de la « Revanche » et de la reprise des « provinces perdues ». Georges Clemenceau a ainsi participé avec ardeur à la chute des gouvernements Gambetta (1881, conquête de la Tunisie), Freycinet (Expédition franco-anglaise en Egypte) et surtout Jules Ferry – il le déteste depuis la Commune. En mars 1885, à l'occasion de la défaite française de Lang-Son au Tonkin, Clemenceau prononce contre Ferry un réquisitoire d'une rare violence : « Ce n'est plus des ministres que j'ai devant moi, mais des accusés de haute trahison sur lesquels la main de la loi ne va pas tarder à s'abattre. » Jules Ferry est renversé et, sa carrière politique brisée, meurt peu de temps après. La popularité de Clemenceau est grande – l'opinion aime les redresseurs de torts et les personnalités romanesques - et il est triomphalement réélu en 1885.

Le temps des épreuves

A donner des coups, on s'expose à en recevoir. Trois épisodes vont marquer pour Clemenceau le temps des épreuves :

- Le divorce : Mary Clemenceau avait d'abord résidé en Vendée puis à Paris. Georges Clemenceau l'avait aimée avec passion et en avait eu trois enfants. Mais Clemenceau, qui aimait les femmes, trompa beaucoup la sienne, avec des actrices ou des femmes du monde. Il n'en éprouvait aucune culpabilité. Mais quand sa propre femme prit quelque revanche avec un jeune homme, normalien, qui était le précepteur de ses enfants, il en éprouva une rage folle, demanda le divorce – qui venait d'être rétabli – et expédia Mary aux Etats-Unis. Il eut d'autres liaisons mais sans jamais installer une autre femme chez lui.

L'affaire Boulanger : Clemenceau, à la fois patriote et républicain, s'inquiète de voir que l'état-major est resté une « citadelle de la réaction ». Lorsque Charles de Freycinet, nouveau président du Conseil, forme son gouvernement, Clemenceau lui recommande pour le ministère de la Guerre, son ancien condisciple du lycée de Nantes, le général Boulanger qui passe pour être républicain. Mais le général échappe rapidement à son protecteur. Doté d'une belle prestance, dont il joue, il sait rapidement se rendre populaire, à la fois à droite par ses rodomontades vis-à-vis de l'Allemagne (l'affaire Schnaebele qui manque de provoquer la guerre avec l'Allemagne) et à gauche par le souci qu'il manifeste, avec un peu de démagogie, du bien-être du soldat. A la faveur d'un changement de gouvernement (Freycinet est remplacé par Rouvier), le général Boulanger ne retrouve pas sa place au ministère et il est nommé commandant du corps d'armée de Clermont-Ferrand. Boulanger a continué à avoir une activité politique : il est mis à la retraite. Autour de lui, présenté comme « l'homme providentiel », se forme alors une coalition hétérogène des ennemis de la République : royalistes qui financent, avec des moyens considérables, une campagne d'opinion en sa faveur, catholiques outrés par les lois laïques, anciens communards comme Rochefort, qui détestent la « république modérée ». Clemenceau brouillé avec Boulanger le combat alors à fond. Boulanger qui n'a pas su saisir l'occasion de prendre le pouvoir (une élection triomphale à Paris) se laisse intimider par le ministre de l'Intérieur, Constans, s'enfuit à Bruxelles et se suicide sur la tombe de sa maîtresse, M^{me} de Bonnemain. Clemenceau ne sort pas grandi de cet épisode : il a imposé un choix qui s'est révélé désastreux ; d'autre part, son patriotisme jacobin est débordé par un nationalisme revanchard et xénophobe qui n'a plus rien à voir avec la République.

Clemenceau est surtout profondément atteint par les accusations nées du scandale de Panama. En 1888, la compagnie fondée par Ferdinand de Lesseps pour le percement du canal était en difficulté. Pour se renflouer, elle obtint du Parlement l'autorisation d'émettre un emprunt public mais avait dû « arroser » un certain nombre de députés pour obtenir cette autorisation. En 1892, *La Libre Parole*, journal antisémite dirigé par Edouard Drumont, dénonça le scandale et le rôle joué par les banquiers Joseph Reinach – qui se suicida – et Cornélius Herz, un affairiste douteux, lié à l'Angleterre, et qui avait été actionnaire de *La Justice*. Clemenceau n'était pas compromis lui-même mais le scandale retomba cependant sur lui. Paul Déroulède l'accusa à la Chambre d'être un agent de l'Angleterre : un duel au pistolet s'ensuivit, sans résultat, ce qui, pour ses ennemis symbolisait l'affaiblissement d'un homme qui avait paru jusque-là invulnérable. Aux élections de 1893, Clemenceau – malgré le discours de Salernes, l'un de ses meilleurs textes politiques – fut battu dans le Var où il avait été élu député. A 52 ans, Georges Clemenceau, privé de tout mandat, criblé de dettes, sans foyer, semblait alors un homme fini.

III - Les années difficiles

Le journaliste

Dans l'adversité, Clemenceau manifeste une extraordinaire énergie. Il lui restait sa plume. Il publia désormais dans *La Justice* des articles quotidiens qui commentaient la politique intérieure et extérieure. Attaqué à la Chambre – dont il ne faisait pourtant plus partie – par Paul Deschanel (qu'il appelait « Ripolin »), Clemenceau le provoqua en duel et le blessa : le « Tigre » retrouvait ses griffes. Il commentait la politique mais aussi la vie sociale et l'actualité littéraire et artistique. Il avait davantage le temps de fréquenter les milieux littéraires et artistiques ; il est un habitué du salon de M^{me} Ménard-Dorian, l'une des filles de Frédéric Dorian, chez laquelle on voyait le Tout-Paris républicain et il allait, flanqué de ses frères Paul et Albert. Il emmenait le peintre Claude Monet et l'écrivain Gustave Geffroy, ses meilleurs amis, à la chasse en Vendée. Il fréquentait aussi Alphonse Daudet, Octave Mirbeau, Mallarmé, le sculpteur Auguste Rodin, les amis impressionnistes de Claude Monet. A travers le journalisme, le grand orateur qu'il était allait ainsi acquérir les techniques de son nouveau « métier », alléger son style qui gagne en concision, sans perdre ni sa fermeté ni le goût de la remarque au vitriol. Ses meilleurs articles sont consacrés à la condition des travailleurs et aux luttes sociales. Il aborde aussi la littérature, publie *Le Grand Pan* (1896), hymne à la nature et à la Grèce, un roman (*Les plus forts*, 1897), fait jouer une pièce de théâtre (*Le voile du bonheur*, 1901).

L'affaire Dreyfus

Malgré tous les efforts de son fondateur *La Justice* dut, faute de moyens financiers, cesser de paraître en 1897. Ernest Vaughan, directeur de *L'Aurore*, ouvrit alors à Clemenceau, en septembre 1897, les colonnes de son journal : ce fut la chance de Clemenceau qui, dans le combat dreyfusard qui commence, montra son talent et sa générosité – et trouva aussi l'occasion de régler quelques comptes. Rappelons brièvement les faits : le capitaine Dreyfus, officier d'état-major, accusé de trahison au profit de l'Allemagne, fut en 1894 condamné par un conseil de guerre à la déportation à vie et envoyé aux îles du Salut. On sut bien plus tard qu'il n'y avait pas vraiment de charges contre lui et que, dans le climat d'antisémitisme qui existait alors, c'est le fait d'être juif qui l'avait fait soupçonner et que c'est la transmission aux membres du conseil de guerre d'un dossier secret qui l'avait fait condamner. En 1894, tout le monde croyait Dreyfus coupable, hormis ses proches parents. Trois longues années s'écoulèrent et la France eut le temps d'oublier Dreyfus. Cependant, à l'état-major, le colonel Picquart acquit la conviction de l'innocence de Dreyfus et de la culpabilité d'un autre officier, le commandant Esterhazy. Mais, pour l'état-major, l'Armée ne pouvait pas s'être trompée. Picquart fut éloigné en Tunisie et, lié par le secret militaire, ne crut pas devoir révéler publiquement la vérité. Pourtant en 1897, les révélations se multiplièrent : un dossier secret, fabriqué de toutes pièces et non communiqué aux avocats de Dreyfus, avait été transmis en 1894 aux juges du conseil de guerre pour faire condamner l'accusé ; le colonel Picquart avait alerté - en vain - l'état-major ; le sénateur Scheurer-Kestner – le vieil ami de Clemenceau – Mathieu Dreyfus, frère du condamné et le journaliste Bernard Lazare, apportèrent des éléments nouveaux en faveur du capitaine Dreyfus et accusèrent nommément le commandant Esterhazy. Clemenceau, qui était resté dans le doute et l'expectative, mit alors sa plume et son journal au service de la cause dreyfusarde. Il réclame la vérité : « Le gouvernement doit à l'opinion la complète vérité. » En janvier 1898, l'intervention d'Emile Zola est le tournant

de « l’Affaire » : la « lettre ouverte » que l’écrivain adresse au président Félix Faure clame l’innocence de Dreyfus, dénonce le mécanisme de l’erreur judiciaire, les fautes de l’état-major, la raison d’Etat au nom de laquelle l’état-major prétend imposer sa loi à la nation. Clemenceau accueille dans *L’Aurore* le texte de Zola, le publie « à la une » et lui trouve même son titre : « J’accuse ! » le public s’arrache 300 000 exemplaires du journal. Le « J’accuse » de Zola entre dans l’histoire.

Clemenceau s’engage alors avec fougue dans le combat dreyfusard : le « Tigre » rugit à nouveau. Dans les antidreyfusards, il reconnaît d’ailleurs ses vieux ennemis : les royalistes et les anciens boulangistes, la caste militaire, la presse cléricale, les nationalistes de tout poil qui mettent l’Armée au-dessus de la justice, les antisémites rameutés par Edouard Drumont. La France est partagée en deux. Zola est traduit en cour d’assises pour diffamation. Il est défendu par M^e Labori, l’avocat de Dreyfus, par Georges Clemenceau lui-même qui a obtenu de pouvoir plaider et par le frère de celui-ci, M^e Albert Clemenceau. Le procès est émaillé de multiples incidents (« la question ne sera pas posée »). Zola est condamné à un an de prison et gagne l’Angleterre.

Clemenceau a retrouvé le goût de la lutte, poursuivie jusqu’au bout pour l’idéal de Justice qui avait toujours été le sien. Une fois obtenue la révision du procès, Dreyfus fut ramené de l’île du Diable où il était déporté depuis cinq ans et jugé à nouveau. Son second procès eut lieu à Rennes dans un climat de haine et de guerre civile. Les chefs de l’état-major, enfermés dans leurs mensonges, vinrent affirmer à nouveau la culpabilité de Dreyfus qui fut déclaré « coupable » mais avec « circonstances atténuantes », ce qui était un jugement défiant toute logique. Comment sortir de cette situation ? Le président Loubet proposa la grâce présidentielle. Mais accepter une grâce, c’était se reconnaître coupable. Les dreyfusards se divisèrent. Mathieu Dreyfus, considérant la santé délabrée de son frère, était favorable à la grâce, M^e Labori, le colonel Picquart, Clemenceau y étaient hostiles. Clemenceau écrivait dans *L’Aurore* : « Ce que nous voulons ce n’est pas le salut d’un seul, c’est la délivrance de tous. » Mais finalement, supplié par Mathieu Dreyfus, il se rallia à sa thèse. Dreyfus fut libéré. Mais Clemenceau n’abandonna jamais le combat et écrivit encore de nombreux articles : ses articles sur l’Affaire, publiés en recueils, font sept volumes ! En 1906, lorsqu’il devint président du Conseil, la Cour de cassation, saisie par le gouvernement, prononça la cassation du jugement sans renvoi, réintégra Dreyfus dans l’armée avec le grade de commandant et la Légion d’honneur ; Clemenceau avait nommé Picquart, devenu général, ministre de la Guerre.

IV - De l'Affaire Dreyfus à la guerre

Retour au Parlement

L'affaire Dreyfus permit le retour de Clemenceau au Parlement. Elle avait fait oublier les imprudences et les calomnies nées du scandale de Panama. Clemenceau comptait à nouveau. Brouillé avec la direction de *L'Aurore* parce qu'un autre journaliste de ce journal, Urbain Gohier, avait injustement minimisé son rôle dans l'Affaire Dreyfus, Clemenceau avait créé un petit hebdomadaire, *Le Bloc*, du nom de la coalition – le Bloc des gauches – qui soutenait le gouvernement né de l'affaire Dreyfus. Mais il manquait d'argent et rédigeait à lui seul une bonne partie du journal, faisant la preuve, cependant, que sa verve restait intacte et menant campagne, entre autres, pour la politique anticléricale de Waldeck-Rousseau, pour la justice sociale, pour les droits des femmes. Il collaborait aussi à *La Dépêche du Midi*, le grand quotidien républicain de Toulouse, dirigé par ses amis Maurice et Albert Sarraut

Ancien député du Var, Clemenceau avait gardé de solides amitiés dans ce département. A l'occasion d'une élection sénatoriale partielle, le maire de Draguignan et une délégation d'élus vinrent en 1902 lui proposer de se présenter. Clemenceau hésitait : il restait sur l'humiliation du scrutin législatif de 1893 et, d'autre part, avait toujours fait campagne pour la suppression du Sénat. Mais reprendre une véritable carrière politique – et participer éventuellement à un gouvernement – impliquait, sous la III^e République, d'être membre de l'une des deux assemblées. Clemenceau accepta finalement et fut triomphalement élu. Le *Tigre* siégea désormais jusqu'en 1920 au Palais du Luxembourg. Il abandonne alors le journalisme jusqu'en 1913. Lorsqu'il arrive au Sénat, la vie politique est agitée par la lutte anticongréganiste menée par Emile Combes. Cet anticléricalisme devrait satisfaire Clemenceau mais il est hostile à Combes (« Un curé retourné ») parce que, au nom de la liberté de conscience, il refuse un Etat qui imposerait ses vues religieuses. Il est hostile à Rome et à l'ultramontanisme, hostile à l'Eglise, mais respecte les croyances : « Nous ne voulons pas, nous ne pouvons pas – et je m'en félicite – détruire une seule croyance dans une seule conscience. » Il proteste lorsque éclate « l'affaire des fiches » : le général André, ministre de la Guerre, faisait fichier les officiers en fonction de leurs opinions religieuses. Après la chute de Combes, Clemenceau vote la loi de séparation des Eglises et de l'Etat (décembre 1905).

Ministre de l'Intérieur (1906)

En 1906, la victoire électorale des radicaux les porte au gouvernement. Le nouveau président de la République, Armand Fallières, demande à Sarrien de former le gouvernement. Clemenceau entra dans ce gouvernement comme ministre de l'Intérieur : lui qui avait été député à 30 ans devenait pour la première fois, membre d'un gouvernement à 65 ans. Et encore, on dit qu'Aristide Briand, lui aussi ministre, avait conseillé à Sarrien de le prendre dans son gouvernement parce qu'il serait « moins dangereux » dedans que dehors. Clemenceau avait demandé et obtenu le ministère de l'Intérieur : « Je prends l'Intérieur » aurait-il répondu à Sarrien qui, à l'apéritif, lui demandait ce qu'il prendrait...

Ministre de l'Intérieur, Clemenceau fut confronté aux difficultés d'application de la loi de Séparation. Le pape avait en effet interdit aux catholiques de participer aux associations culturelles auxquelles les biens d'Eglise devaient être confiés. Ils devenaient vacants et l'Etat entreprit l'inventaire. Ces inventaires donnèrent lieu à de multiples incidents allant de la

simple protestation au « barricadage » des catholiques dans les églises et aux affrontements physiques. La police force les portes de certaines églises de Paris (Sainte-Clotilde). Des troubles éclatent dans l'ouest du pays. Il y eut un mort à Boeschèpe (Nord). Clemenceau ne voulait pas faire le jeu des adversaires de la Séparation et, en raison de l'état des esprits, fit aussitôt cesser les inventaires en déclarant à la Chambre : « Nous trouvons que la question de savoir si l'on comptera ou si l'on ne comptera pas des chandeliers dans une église ne vaut pas une vie humaine. » Une loi ultérieure, inspirée à nouveau par Aristide Briand, décide en janvier 1907 que les biens d'Eglise continueront à appartenir à l'Etat ou aux communes et seront laissés à la disposition du clergé pour qu'ils assurent librement l'exercice du culte. Mais le pape continuait à encourager à la résistance les catholiques français. Son chargé d'affaires à Paris, Mgr Montagnini leur transmettait les instructions de Mgr Merry del Val. Clemenceau n'y alla pas par quatre chemins : il fit arrêter et expulser de France Mgr Montagnini et publia les instructions qu'il transmettait et qui indignèrent le Parlement. Clemenceau, content de sa victoire, considéra que l'affaire était close et persista ensuite dans la politique d'apaisement qui était la sienne...

Président du Conseil (1906-1909)

Sarrien, malade, ayant démissionné en octobre 1906, Clemenceau fut appelé à former le gouvernement. Gouvernement radical homogène : autour de lui, entre autres, son fidèle collaborateur Stephen Pichon (Affaires étrangères), Aristide Briand (Instruction publique), Joseph Caillaux (Finances), le socialiste indépendant René Viviani (Travail et Hygiène) et le général Picquart (Guerre). Le ministère Clemenceau qui dure trois ans est le plus long de la troisième République.

Clemenceau fait face aux dures réalités du pouvoir et son gouvernement est confronté à plusieurs crises graves qu'il traite avec autoritarisme et impulsivité. Il a gardé les réflexes de l'éternel opposant qu'il avait été et il réagit souvent de façon affective.

La crise est d'abord sociale : elle commence avec le ministère Sarrien dans lequel Clemenceau est ministre de l'Intérieur. Elle naît de deux causes :

- Le retard de la législation sociale en France (la III^e République, depuis le traumatisme de la Commune, avait toujours été très « modérée ») ;
- Et surtout l'évolution du mouvement syndical. En 1906, le congrès d'Amiens avait affirmé « la liberté entière du syndiqué » (Charte d'Amiens) par rapport aux mouvements politiques et avait appelé les travailleurs « à intensifier la lutte pour la disparition du salariat et du patronat ». Les syndicalistes révolutionnaires préconisaient la généralisation des grèves.

Clemenceau, qui avait toujours réclamé des réformes sociales mais qui, en même temps, refusait toute idée de révolution sociale et de socialisme étatique, fut ainsi selon le mot de Jaurès, « [mis] en guerre contre lui-même ». Trois jours après son arrivée au pouvoir, à la suite de la catastrophe minière de Courrières (près de 1 000 morts), une grève éclata dans le bassin du Nord. Clemenceau alla sur les lieux et, comptant sur son charisme personnel, parla courageusement aux mineurs, leur promettant de ne pas envoyer la troupe mais leur demandant, en échange, de respecter la légalité. Une solution de conciliation parut possible mais échoua finalement. Au bout d'un mois la situation tournait à l'émeute : un officier fut tué, un député socialiste et le sous-préfet blessés. Il se rendit à nouveau sur place, sans grand résultat. Clemenceau se résolut à envoyer 20 000 hommes de troupe pour rétablir l'ordre. Ce

fut sans doute, note l'historien Maurice Agulhon, un tournant qui sépara psychologiquement Clemenceau des syndicats.

La crise continua avec la grève des postiers (avril) qui réclamaient le droit de grève pour les fonctionnaires - ce que Clemenceau refusait absolument.

Le 1^{er} mai 1906 fut marqué par une recrudescence de l'agitation. La CGT avait annoncé une journée d'action et de grève et avait lancé le mot d'ordre : « A partir du 1^{er} mai, nous ne travaillerons plus que 8 heures par jour. » Clemenceau fit évacuer par la force la Bourse du travail et n'hésita pas à faire arrêter les secrétaires de la CGT. Les grèves se multiplièrent : usines de chaussures de Fougères (1906 et 1907), suivies de lock-out, grève et revendication du droit de grève des instituteurs, grève des électriciens qui plonge Paris dans l'obscurité et impressionne l'opinion. La grève générale des ouvriers du bâtiment de la Seine (1908) se termina en drame : à Draveil et à Vigneux puis à Villeneuve-Saint-Georges, il y eut des affrontements violents entre la troupe et les grévistes. La troupe tira finalement sur les grévistes : 2 morts à Draveil, 4 à Villeneuve-Saint-Georges.

Il y eut aussi, en 1907, l'agitation du Midi languedocien, pays de la vigne. Elle eut pour origine une chute brutale du prix du vin, due elle-même à la surproduction. L'agitation dura plusieurs mois, tournant parfois à l'émeute. Le mouvement, dirigé par Marcellin Albert, lança un mot d'ordre de grève de l'impôt et de démission des municipalités. Les soldats du 17^e RI – beaucoup étaient fils de viticulteurs – envoyés pour rétablir l'ordre à Narbonne mirent « la crosse en l'air » (juin 1907). Clemenceau rétablit l'ordre, en alliant rigueur et compromis, mais reçut aussi, avec habileté, Marcellin Albert et prit surtout des mesures contre la fraude qui aggravait la surproduction.

Pendant toutes ces années, il y eut à la Chambre de nombreux affrontements opposant Jaurès et Clemenceau dans des duels oratoires qui sont restés célèbres. A l'énergie brutale dont usait Clemenceau, Jaurès répondit par des attaques cinglantes. Clemenceau invoqua l'autorité de l'Etat et, par provocation, revendiqua le titre de « premier flic de France ».

Jaurès, répondant aux attaques dont la CGT est victime : « Ah ! Messieurs, c'est un spectacle émouvant, j'ose le dire, et qui devrait passionner vos esprits : pour la première fois, la classe ouvrière de France essaie d'agir et de penser par elle-même, en dehors de toute tutelle et de toute ingérence ».

Clemenceau : « Ceux qui sont contre la classe ouvrière sont ceux qui l'encouragent à croire qu'elle ne peut avoir tort et qu'il lui suffit de retourner contre autrui l'oppression dont elle a souffert. »

Clemenceau qui avait tant attendu de pouvoir donner sa mesure dut ainsi passer son temps à rétablir l'ordre et faire face à une tourmente sociale que personne n'avait pas prévue. Il fit cependant passer quelques réformes : création d'un ministère du Travail et renforcement d'un corps d'inspecteurs du travail chargés de faire respecter les lois sociales, en particulier sur l'hygiène du travail, et sur le repos hebdomadaire (1906). Il se heurta au Sénat qui refusa de voter la création de l'impôt sur le revenu qu'avait préparée Joseph Caillaux son ministre des Finances. Il ne put arriver, non plus, au vote d'une loi sur les retraites ouvrières.

Ajoutons que, contrairement à une idée reçue, Clemenceau eut une politique étrangère très modérée face à l'Allemagne, plus modérée que celle de Delcassé inspirateur et ministre des Affaires étrangères dans les gouvernements précédents. Il était un grand partisan de l'Entente

cordiale – l’alliance avec l’Angleterre – et fut l’ami du roi Edouard VII venu, comme lui, tardivement au pouvoir et avec lequel il se retrouvait lorsqu’il allait faire sa cure à Carlsbad. Tout en n’ayant jamais cédé sur la revendication de l’Alsace-Lorraine, il connaissait la puissance allemande et pensait que la France n’était pas prête à l’affronter. Dans le traitement de la question marocaine (1908), il montra de la fermeté mais aussi de l’esprit de conciliation.

Le gouvernement Clemenceau fut renversé en juillet 1909, sur une question secondaire, car il eut la maladresse de s’en prendre à Delcassé qui était populaire au Palais Bourbon. En fait, il est politiquement usé et cette chute est la marque de cette usure. Clemenceau a alors 68 ans. Aux yeux de tous, sa carrière semble terminée.

Retour au Sénat

Redevenu simple sénateur et alors que l’âge venait, Clemenceau resta extraordinairement actif. Il fit une grande tournée de conférences en Argentine : sur la démocratie, la Révolution française. Il travaillait avec Georges Mandel, son secrétaire, qui devint plus tard son chef de cabinet puis, entre les deux guerres, ministre et fut un véritable homme d’état. Il allait souvent dans le Var dont il était sénateur. De son séjour en clinique en 1912 – il fut opéré de la prostate – le vieil anticlérical qu’il était garda l’amitié d’une religieuse infirmière, Sœur Théoneste, qui le soigna et avait répondu avec verve aux remarques ironiques de son patient sur la religion. Elle l’assista en 1929. Il continua sa collaboration avec *L’Illustration*, possédait *Le Journal du Var* qui lui servait de relais dans son département et dans lequel écrivait Mandel. Il ne pouvait cependant se passer d’une tribune : en 1913, il fonda *L’Homme libre* dans lequel il mena campagne pour que, dans le cas d’une guerre, la France soit prête.

Sur le plan politique, il soutint la loi de trois ans (1913) dans un grand débat parlementaire pendant lequel, d’une assemblée à l’autre, continua son grand duel avec Jaurès. Il déclare : « Je n’ai cessé de dire que j’étais partisan du service militaire de trois ans. Non que je tiens ce régime pour un dogme tombé du ciel mais parce que je considère que c’est le seul moyen d’aller au plus pressé – étant bien entendu que toute augmentation d’effectifs n’est qu’un leurre si elle ne s’accompagne pas de réformes immédiates. » Clemenceau s’inquiétait, en particulier, de notre faiblesse en artillerie lourde.

Clemenceau prit position aussi contre la représentation proportionnelle. Il restait combatif, se dressa contre Caillaux, jugé trop pacifiste, essaya d’empêcher, en vain, Poincaré de devenir président de la République – le premier président élu sans avoir eu son appui. Il restait cruel dans ses jugements à l’emporte-pièce. A propos de Poincaré et de Briand : le premier « Il sait tout mais ne comprend rien », le second « ne sait rien mais il comprend tout ».

Clemenceau sur le front



Sortant d'une tranchée au Mort-Homme, dans la Meuse



Partageant un déjeuner avec des soldats à Maurepas, le 10 septembre 1916

V- Le « Père la Victoire »

Le journaliste de *L'Homme enchaîné* et la guerre

1914 : c'est la guerre. Clemenceau essaie de se rendre utile de deux façons :

Il exerce, avec une autorité redoutée, la présidence de la **Commission de l'armée** du Sénat. Cette commission – où Jules Jeanneney joue aussi un rôle important - a fait un travail considérable de contrôle, en essayant sans cesse d'élargir le champ de ses activités : fabrications d'armements, rapports, audition des ministres, tournées dans les tranchées. Pour Clemenceau, la guerre nous a été imposée. Il faut la gagner. « Il ne suffit pas d'être des héros, il faut être des vainqueurs. » Pour lui, le seul but de guerre de la France, c'est la reprise de l'Alsace et de la Lorraine et il dénonce ceux qui « redistribuent des territoires » avant de les avoir conquis.

Chaque jour, il rédige aussi un article pour son journal *L'Homme libre*. Il est entouré d'une équipe de fidèles de la jeune génération dont Georges Wormser et Georges Mandel. Il veut jouer un rôle d'aiguillon. Dans ses articles passe le souffle des grands ancêtres de 1792. Sa critique, souvent juste, de l'action gouvernementale lui vaut de nombreux démêlés avec la censure. En septembre 1914, alors que le ministre de l'Intérieur, Malvy, a fait saisir le numéro de son journal dans lequel il critiquait l'insuffisance du service de Santé, il change le titre de son journal qui devient *L'Homme enchaîné* et affecte désormais de prendre des précautions de langage qui ne l'empêchent pas de dénoncer, en 1915, l'impréparation de l'expédition des Dardanelles. Clemenceau s'en prenait à la « faiblesse » des gouvernements (Viviani, Briand, Ribot, Painlevé) qui se succédaient à l'issue de classiques crises ministérielles. Il dénonçait aussi la propagande pacifiste, « défaitiste », qui révélsait son esprit de vieux jacobin.

1917 fut l'année de tous les dangers. Certes, l'entrée en guerre des Etats-Unis est un élément favorable important mais les troupes américaines ne peuvent massivement arriver en France avant un an. La révolution russe de Février annonce la défection de notre allié russe. L'échec de l'offensive Nivelle provoque des mutineries qui ne s'expliquent que trop bien par l'impéritie du commandement en chef. Nivelle est remplacé par Pétain. Les premières grèves depuis le début de la guerre donnaient à la crise une dimension sociale. Il y avait aussi une crise morale de la nation tout entière, doutant brusquement de ses buts de guerre. Pendant l'été, ces trois crises - militaire, sociale et morale - perdirent de leur intensité. Le moral de la nation connut une rechute à l'automne : défaite terrible de nos alliés italiens à Caporetto (24 octobre 1917), révolution bolchevique (7 novembre 1917), lassitude résignée de l'opinion.

Pour Clemenceau, une seule politique s'imposait : faire la guerre jusqu'au bout. Poincaré qui pourtant détestait Clemenceau envisageait de plus en plus de faire appel à lui. Clemenceau utilisa la lutte contre le pacifisme comme levier. Certes, les historiens ont montré depuis que la propagande pacifiste n'était pour rien dans l'éclatement des mutineries. Mais nous jugeons a posteriori. Clemenceau, le 22 juillet 1917, monta à la tribune pour un discours de plusieurs heures qui marqua les esprits : « Je suis ici non seulement pour parler au Sénat mais pour parler au pays. » Il faisait, avec quelque mauvaise foi, l'amalgame entre les traîtres et les pacifistes, dénonçait la faiblesse de Louis Malvy, ministre de l'Intérieur, accusé de tolérer le défaitisme et d'avoir partie liée avec les pacifistes du journal *Le Bonnet rouge* de Miguel Almeyreda (Eugène Vige) qui, arrêté, se suicida en prison. Le gouvernement démissionna et Painlevé, successeur de Ribot, fut balayé deux mois plus tard. Le choix de Clemenceau

s'imposa à Poincaré, non de gaieté de cœur, mais parce que, comme il l'écrit dans son journal, « il a pour lui l'opinion des patriotes ».

« Je fais la guerre »

Le 16 novembre 1917, Clemenceau est appelé à former le gouvernement. Le 20, il se présente devant la Chambre des députés : « Nous nous présentons devant vous dans l'unique pensée d'une guerre intégrale » et, plus loin : « Un jour, de Paris aux plus humbles villages, des rafales d'acclamations accueilleront nos étendards vainqueurs, tordus dans le sang et dans les larmes. Ce jour il est en notre pouvoir de le faire. Messieurs pour des résolutions sans retour, nous vous demandons, Messieurs, le sceau de votre volonté. » A la question d'un député, Clemenceau répond : « Quand vous me demandez mes buts de guerre, je vous réponds : mon but, c'est d'être vainqueur. » L'historien Jean-Jacques Becker fait remarquer que les paroles de Clemenceau qui, chez un autre, auraient pu paraître grandiloquentes, voire ridicules, vont au contraire galvaniser l'opinion.

Cependant, le ralliement de l'opinion à Clemenceau ne fut pas immédiat. Le moral de la population n'était pas très élevé. Après la révolution bolchevique la propagande pacifiste redoublait. De grandes grèves eurent lieu chez les métallurgistes de la région stéphanoise au début de 1918. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les initiatives de Clemenceau : Joseph Caillaux, son ancien ministre de 1906, qui incarnait l'idée de compromis, est arrêté en décembre 1917 et, comme Louis Malvy, traduit en Haute Cour.

La signature de la paix de Brest-Litovsk (mars 1918) par les Bolcheviks apparaissait comme « un coup de poignard » dans le dos. Les divisions allemandes libérées à l'est vont déferler sur le front de France. Pour Ludendorff, le stratège de l'armée allemande, le calendrier est serré, il lui faut attaquer avant l'arrivée des Américains mais la victoire est possible.

Clemenceau, le 8 mars 1918 : « Ma formule est la même partout. Politique intérieure : je fais la guerre. Politique extérieure : je fais la guerre. La Russie nous trahit : je continue à faire la guerre. La malheureuse Roumanie est obligée de capituler : je continue la guerre et je continuerai à faire la guerre jusqu'au dernier quart d'heure car c'est nous qui aurons le dernier quart d'heure ».

Pendant toute cette période, Clemenceau manifeste une activité inlassable. On a dit qu'il avait exercé un véritable pouvoir dictatorial. C'est à la fois vrai et faux. Vrai car il semble être partout, donne ses ordres à ses ministres, rencontre fréquemment le général Pétain, commandant en chef, et le général Foch. Il bouscule Poincaré, réduit à l'état de figurant. Il va aussi souvent sur le front, avec un pittoresque accoutrement, en 1^{re} ligne. On le voit un jour prendre à partie les *Boches* qui sont à quelques dizaines de mètres. Il rencontre les Poilus, mange la soupe avec eux, recueille leurs doléances et les encourage. Un jour, les soldats lui offrent deux petits bouquets : il a été, selon sa volonté, enterré avec ces fleurs séchées. Mais, il est faux qu'il ait exercé une dictature : Clemenceau est particulièrement respectueux des droits du Parlement. Il a constamment soumis sa politique aux deux assemblées, vient s'expliquer devant elles, répond lui-même aux questions des députés, avec ce bonheur de parole qui fait partie de son charisme personnel, avec son patriotisme instinctif que ne lui contestent pas ses adversaires subjugués par tant d'énergie.

Le 21 mars 1918, la grande offensive allemande commence en Picardie, dans la Somme, à la jonction des armées française et anglaise. Une brèche est ouverte entre les Anglais qui se replient pour défendre les ports de la mer du Nord et les Français qui veulent protéger Paris. A

la conférence alliée de Doullens, le 26 mai 1918, Clemenceau, avec énergie et diplomatie à la fois (il faut ménager les susceptibilités des Anglais) impose sa solution face à ses alliés désemparés : le général Foch est chargé du commandement unique. Il coordonne la résistance des Anglais et des Français. L'avance allemande est stoppée.

Une seconde offensive allemande a lieu en Champagne deux mois plus tard, le 27 mai 1918, sur l'Aisne, au Chemin des Dames. Le front est à nouveau rompu, les Allemands arrivent jusqu'à la Marne, à 65 km de Paris, bombardé par la *Grosse Bertha*. Insistons : 5 mois et demi avant la victoire, les Allemands sont à 65 km de Paris ! Ludendorff espérait un fléchissement du côté français. Il écrit dans ses Mémoires : « La séance de la Chambre au début de juin, que j'attendais avec une curiosité impatiente, ne fut l'occasion d'aucune manifestation de découragement. Clemenceau prononça de fières paroles, d'une énergie exemplaire. »

Mais Clemenceau sait que le temps joue en sa faveur : 250 000 Américains sont en ligne le 1^{er} juillet. Les chars, sortant des usines d'armement françaises et américaines, arrivent enfin. Les Allemands reprennent l'offensive le 15 juillet, franchissent la Marne. Alors se déclenche la contre-offensive sur le flanc allemand, avec du côté allié, 500 chars d'assaut. C'est la 2^e bataille de la Marne. La victoire change de camp. Ludendorff ne cesse pas de reculer jusqu'au 11 novembre. Sa coalition s'écroule comme un château de cartes : La Bulgarie capitule le 29 septembre, la Turquie le 30 octobre, l'Autriche le 3 novembre.

Le 11 novembre 1918, les plénipotentiaires allemands signent à Rethondes l'armistice : les Allemands doivent évacuer dans les 15 jours l'Alsace-Lorraine, dans un délai d'un mois la Belgique et la rive gauche du Rhin et livrer un énorme matériel de guerre. Nous avons décrit, en ouverture, l'arrivée, ce jour-là, de Clemenceau au Palais Bourbon : il est désormais le « Père la Victoire ». Plus tard seulement viendront les polémiques : ne fallait-il pas écraser complètement l'Allemagne et poursuivre jusqu'à Berlin pour imposer des conditions plus dures ? C'était d'abord l'opinion de Poincaré, de Foch et de Pétain, frustré de la grande offensive qu'il préparait. Poincaré s'inclina quand il connut les conditions de l'armistice qui était l'équivalent d'une capitulation et qui rendait l'Allemagne incapable de reprendre éventuellement le combat. Quant à Pétain et à Foch, Clemenceau considérait que cela ne le regardait pas et que la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil était un principe intangible de la République.

Une paix manquée ?

Clemenceau reste encore plus d'un an au pouvoir. On a souvent dit qu'il avait « gagné la guerre » mais « perdu la paix ». Il négocia avec Wilson, Lloyd George et Orlando pendant la conférence de la Paix qui eut lieu à Paris. Le traité de Versailles qui fut imposé aux vaincus et signé le 28 juin 1919 au château de Versailles dans cette galerie des glaces où Guillaume 1^{er} s'était fait proclamer en 1871 empereur d'Allemagne. Les traités imposés aux autres pays vaincus furent aussi négociés par les « quatre ». La France retrouvait l'Alsace et la Lorraine. Clemenceau avait obtenu des garanties importantes : intervention des Etats-Unis en cas d'attaque allemande, occupation de la rive gauche du Rhin, démilitarisation de la Rhénanie, référendum en Sarre au bout de 15 ans. Mais Clemenceau doit compter avec Wilson : le million de soldats américains présents en France en septembre 1918 a pesé lourd. Et Clemenceau ne souhaite pas annexer des territoires allemands et créer une Alsace-Lorraine « à l'envers ». Ce sont ses successeurs qui ont progressivement cédé face à l'Allemagne et surtout ensuite face à Hitler. Dans la négociation des traités, on a beaucoup reproché à Clemenceau d'avoir poussé au démembrement de l'empire d'Autriche-Hongrie, élément d'équilibre en Europe. Il est vrai que Clemenceau détestait l'empire autoritaire et clérical des

Habsbourg. Mais, dès novembre 1918, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne et la Yougoslavie avaient proclamé leur indépendance !

En fait, lorsque Clemenceau entre à Strasbourg, dès le 8 décembre 1918, il considère que sa mission est remplie. Il lui reste à faire approuver, sans trop de difficultés, le traité de Versailles par le Parlement.

A Saint-Vincent-sur-Jard



Infatigable Clemenceau

En novembre 1918, une nouvelle assemblée fut élue. Le nationalisme ambiant l'orienta plus à droite que celle de 1913. L'anticléricalisme semblait dépassé. Il y avait beaucoup de catholiques parmi les députés. Ce fut la « Chambre bleu horizon » parce que beaucoup d'anciens combattants furent élus. Les deux assemblées devaient élire le nouveau président de la République, le mandat de Poincaré touchant à son terme. La popularité de Clemenceau était telle que l'opinion espérait son élection comme une sorte de récompense nationale. Clemenceau ne voulait pas être candidat mais laissa cependant ses amis présenter sa candidature dans le vote préalable, devenu traditionnel dans le parti « républicain ». Il fut battu par Deschanel et retira sa candidature. Il avait été victime des appréhensions des catholiques – il avait refusé de donner des garanties quant à la reprise des relations diplomatiques avec le Vatican – et des manœuvres d'Aristide Briand. Le lendemain de l'élection de Deschanel – qui, d'ailleurs ne resta que 9 mois à l'Élysée – Clemenceau démissionna de la présidence du Conseil et refusa de recevoir Deschanel le nouveau président de la République venu lui faire une visite de courtoisie. Lloyd George, le Premier ministre anglais, apprenant la mésaventure de Clemenceau, déclara : « Cette fois ce sont les Français qui ont brûlé Jeanne d'Arc ! »

Clemenceau retrouvait la liberté de faire ce qu'il voulait. Il entreprit alors une série de grands voyages : en 1920 l'Égypte, puis, en Asie du sud-est, Ceylan, Singapour, Java, Bali, la Birmanie. Il chasse, se documente sur les philosophies orientales. En 1922, il fait une grande tournée de conférences aux États-Unis où il avait vécu. Il explique et justifie sa politique et les traités – que les Américains, désavouant Wilson – ont refusé de ratifier. Il est accueilli avec chaleur et admiration. En France, il partage son temps entre son appartement de la rue Franklin, aujourd'hui musée Clemenceau - il se lève tous les jours à 4 h du matin pour écrire – et sa maison vendéenne de Saint-Vincent-sur-Jard, face à l'océan (autre musée Clemenceau) où il reçoit ses amis. En amitié, il est resté fidèle à Claude Monet qu'il va voir à Giverny : il intervient pour que l'État accueille ses *Nymphéas* à l'Orangerie du Louvre et la mort de son vieil ami, en 1926, le brise. Elle lui donne aussi l'occasion d'un geste magnifique : il enlève le drap noir qui recouvre son cercueil (« Pas de noir pour Monet ») et lui substitue un rideau de couleur. Il entretient aussi une amitié et toute une correspondance avec une jeune femme un peu mélancolique, dont le séparent plus de 40 ans, et à laquelle le lie un amour platonique : Marguerite Baldensperger à laquelle il avait dit : « Je vous aiderai à vivre et vous m'aidez à mourir » : ses très belles lettres ont été publiées en 1970 (*Lettres à une amie*) par le fils de celle-ci.

En 1929, le *Mémorial de Foch*, rédigé après la mort du maréchal par un journaliste qui aurait reçu ses souvenirs, met Clemenceau en cause (toujours l'affaire de la Rhénanie). Clemenceau rédige, en quelques mois, *Grandeurs et misères d'une victoire*, paru après sa mort et dans lequel il apporte de nombreuses précisions sur son rôle entre 1917 et 1919. Il meurt, âgé de 88 ans, le 24 novembre 1929 à Paris, dans son domicile de la rue Franklin. A sa demande, il est enterré sans aucune cérémonie ni discours, au Colombier près de son père. Quelques membres de sa famille dont son fils Michel et son frère Albert, ses collaborateurs, Marguerite Baldensperger. Une simple grille entoure sa tombe, sans nom ni aucun signe distinctif.



La statue de Georges Clemenceau aux Champs-Élysées



Tombe de Georges Clemenceau à Saint-Vincent-sur-Jard

Le destin du citoyen Georges Clemenceau

« C'est la mort qui transforme la vie en destin » écrit André Malraux. Qu'est-ce qui donne son unité à la longue vie de Clemenceau ? D'abord l'amour de la République, « une et indivisible », « démocratique et sociale », et laïque, celle qu'il a héritée de son père. Le désir violent de redonner à la France les provinces perdues dans l'humiliation de 1871 est un autre fil conducteur de cette longue existence. Clemenceau est entré vivant dans notre Histoire.

Un grand homme d'Etat est toujours celui qui, croyant dans la force de la volonté, sait faire face à des circonstances exceptionnelles qui le portent au-delà de lui-même et qui est capable d'incarner une idée ou un pays. On oublie alors ses défauts et pourtant Clemenceau en avait : coléreux, rancunier, autoritaire, souvent insupportable. Mais il a su incarner, dans notre Histoire, après les Jacobins de 1792 et après Gambetta, la défense sans faiblesse de la « Patrie en danger » et, comme De Gaulle en 1940, le refus de la défaite. C'est l'année 1918 qui transforme en destin la vie du citoyen Georges Clemenceau.

Bibliographie générale et lieux de mémoire

I/ Bibliographie générale

1/ Œuvres et correspondance de Clemenceau

Georges Clemenceau a écrit de nombreux ouvrages - souvent des recueils d'articles - parmi lesquels on peut citer :

- Clemenceau (Georges), *Grandeur et misère d'une victoire*, Paris, Plon, 1930, rééd. 1978. [Le bilan de l'action de Georges Clemenceau pendant et après la guerre].
- Clemenceau (Georges), *Discours de guerre*, rassemblés par la Société des Amis de Georges Clemenceau, Paris, PUF, 1997.

Et, actuellement disponibles en librairie :

- Clemenceau (Georges), *L'Affaire Dreyfus*, articles, 7 vol. Paris, Stock, 1899-1903. Réédition revue et augmentée, en cours de publication, par Michel Drouin, Paris, L'Archipel, Mémoire du Livre, 3 volumes parus, 2001-2007. [Les articles de Georges Clemenceau sur l'Affaire représentent 7 volumes de textes. Un grand journaliste].
- Clemenceau (Georges), *Le grand Pan*, présentation de Jean-Michel Jeanneney, Paris, Imprimerie Nationale, 1995. [Réflexions sur la culture antique].
- Clemenceau (Georges), *A travers champs*, Paris, Le Cherche Midi, 1997. [Clemenceau, la campagne et la nature].
- Clemenceau (Georges), *Notes de voyage dans l'Amérique du Sud*, Paris, Unesco, 1997.

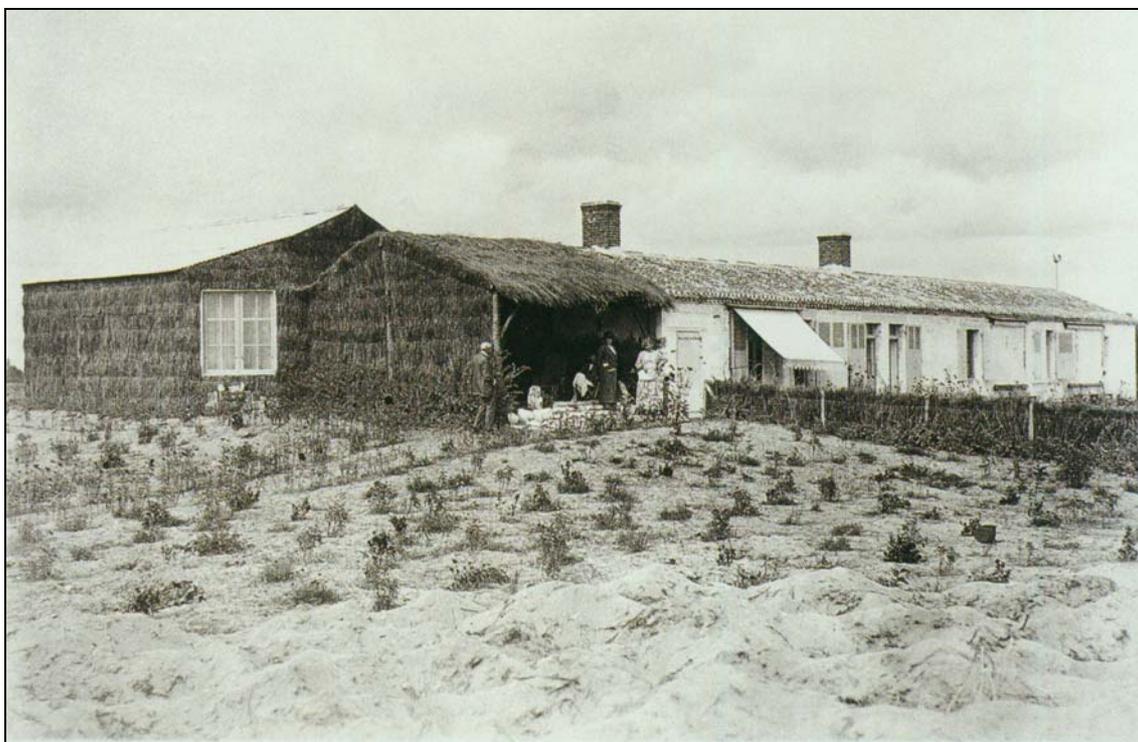
L'amitié avec Claude Monet

- Clemenceau (Georges), *Claude Monet. Les Nymphéas*, Paris, Plon, 1928, rééd. Paris, Perrin, 2000.

- Clemenceau (Georges) et Monet (Claude), *Georges Clemenceau à son ami Claude Monet. Correspondance*, Paris, Réunion des Musées Nationaux, 1999.



Le bureau de Clemenceau à Saint-Vincent-sur-Jard



La maison de Clemenceau à Saint-Vincent-sur-Jard

L'amitié avec Marguerite Baldensperger

- Clemenceau (Georges), *Lettres à une amie 1923-1929*, édition établie et présentée par Pierre Brive, Paris, Gallimard, 1970. [Clemenceau épistolier : les lettres à une jeune femme qui fut l'amour platonique de sa vieillesse. Une vraie révélation].

Textes et correspondance générale :

Une anthologie de textes et la correspondance générale vont être enfin disponibles en librairie en 2008 :

- Clemenceau (Georges), *Marcher à l'étoile*, anthologie de textes choisis et présentés par Michel Drouin, Paris, Omnibus, à paraître en 2008.

- Clemenceau (Georges), *Correspondance*, éditée par Sylvie Brodziak et Jean-Noël Jeanneney, Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins, à paraître en 2008.

2/ Bibliographie (ouvrages consacrés à Georges Clemenceau)

Le témoignage de ses amis et collaborateurs :

- Geoffroy (Gustave), *Georges Clemenceau, sa vie, son œuvre*, Paris, Larousse, 1919.

- Mordacq (Général Henri), *Le ministère Clemenceau. Journal d'un témoin*, Paris, Plon, 4 vol., 1930.

- Mordacq (Général Henri), *Clemenceau au soir de sa vie (1920-1929)*, Paris, Plon, 2 vol., 1933-1936.

- Wormser (Georges), *La République de Clemenceau*, Paris, PUF, 1961.

- Wormser (Georges), *Clemenceau vu de près*, Paris, Hachette, 1979.

Les biographies :

- Monnerville (Gaston), *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1968. Gaston Monnerville est le premier à avoir exploité les comptes rendus des *comités secrets* tenus par l'Assemblée nationale pendant la guerre de 1914-1918.

- Collectif (Chastenet Jacques, Erlanger Philippe, Thomas Marcel, Wormser Georges, Monnerville Gaston, Duroselle Jean-Baptiste, Renouvin Pierre, Joxe Louis et Schumann Maurice), *Clemenceau*, Paris, Hachette, coll. Génies et Réalités, 1974. [Cet ouvrage collectif, déjà ancien, est bien informé et bien enlevé].

- Duroselle (Jean-Baptiste), *Clemenceau*, Paris, Fayard, 1988, rééd., 2007. [La biographie de référence].

- Becker (Jean-Jacques), *Clemenceau l'intraitable*, Paris, Liana Levi, 1998.

- Miquel (Pierre), *Clemenceau, le Père la Victoire*, Paris, Tallandier, 1999.

- Jeanneney (Jean-Noël), *Clemenceau. Portrait d'un homme libre*, Paris, Mengès, 2005. [Biographie thématique, bien illustrée, qui utilise les archives de la famille Jeanneney (Jules Jeanneney, grand-père de l'auteur, fut le collaborateur de Clemenceau et, plus tard, président du Sénat)].

- Winock (Michel), *Clemenceau*, Paris, Perrin, 2007. La mise au point la plus récente, chaleureuse et bien informée.

Les colloques

- *Clemenceau et La Justice*, Actes du colloque de 1979, Paris, Publications de la Sorbonne, 1979.

- Brodziak (Sylvie) et Drouin (Michel) (dir.), *Georges Clemenceau et le monde anglo-saxon*, La Crèche, Geste éditions, 2005.

Aspects de la vie et de l'œuvre de Clemenceau

Les origines vendéennes :

- Aztarit (Jean), *Clemenceau le Vendéen*, La Roche-sur-Yon, Centre de Recherche vendéen, 2007.
- Sémentéry (Michel), « Les Clemenceau avant Georges », *Généalogie-Magazine*, n° 108, septembre 1992.

Clemenceau écrivain

- Brodziak (Sylvie), *Clemenceau écrivain*, thèse 2002, Diffusion ANRT, sans date. [Clemenceau écrivain et épistolier a trouvé sa spécialiste].

Clemenceau de Marguerite Baldensperger

- « Clemenceau et Madame Baldensperger : une amitié littéraire », dans : *Couples en création*, éditions Encrage, 2003.

Clemenceau, président du Conseil en 1906-1909 et les grèves

- Julliard (Jacques), *Clemenceau, briseur de grèves, L'affaire de Draveil-Villeneuve-Saint-Georges* [1908], Paris, Gallimard-Julliard, coll. Archives, 1973 [Un des meilleurs livres sur Clemenceau et le maintien de l'ordre entre 1906 et 1909].

Le député du Var

- Galfré (Charles), *Le Tigre en Provence. Georges Clemenceau, l'élu du Var*, Aix-en-Provence, Edisud, 1991.

II/ Lieux de mémoire

La maison de Georges Clemenceau à Paris

Elle est située au 8, rue Franklin à Paris (16^e). Propriété d'une fondation américaine qui, du vivant de Clemenceau (qui était locataire de son appartement), l'a sauvée de la vente à un collègue privé voisin. On visite l'appartement de Clemenceau, tel qu'il était au moment de sa mort et, à l'étage au-dessus, un musée Clemenceau récemment rénové qui présente de nombreux documents et objets.

La maison de campagne de Clemenceau à Saint-Vincent-sur-Jard (Vendée)

Après 1919, Clemenceau passa beaucoup de temps dans cette maison basse et simple, située en face de l'océan. Elle est restée, elle aussi, dans l'état où elle se trouvait à la mort du *Tigre*. Dans la chambre se trouve encore le bureau de travail de l'homme d'Etat : c'est dans ce cadre qu'il écrivit certains passages de *Grandeur et misères d'une victoire*. Elle a été achetée par l'Etat en 1932 et se visite toute l'année. Une visite émouvante.

La maison natale de Georges Clemenceau à Mouilleron-en-Pareds

Elle vient d'être achetée par l'Etat et sera transformée en musée.

Le musée Georges Clemenceau et Jean de Lattre de Tassigny à Mouilleron-en-Pareds (Vendée)

Le Musée des deux victoires, créé en 1959, est installé dans la maison natale du maréchal de Lattre de Tassigny. Il est devenu en 2005 le *musée Georges Clemenceau et Jean de Lattre de Tassigny*, consacré aux deux illustres enfants de la commune. Le musée établit un parallèle entre Clemenceau et Jean de Lattre de Tassigny en rapprochant leurs destins : leur naissance à Mouilleron-en-Pareds, leur rôle dans les deux guerres mondiales, le fait qu'ils aient signé au nom de la France lors des deux victoires mettant fin à ces conflits. Il se recentre aujourd'hui sur l'histoire vendéenne des deux personnages et de leurs familles.

La tombe de Clemenceau, à Mouchamps (Vendée)

Georges Clemenceau est enterré près du Colombier, gentilhommière qui était le logis de la famille Clemenceau (commune de Mouchamps). Dans le bois du Colombier, se trouvent les tombes de Benjamin et de Georges Clemenceau.

Georges Clemenceau avait souhaité être enterré auprès de son père : « Autour de la fosse, rien qu'une grille de fer, sans nom, comme pour mon père ». Conformément à ses volontés, il a donc été inhumé près de son père Benjamin. Contrairement à une légende tenace, il n'a pas été enterré debout.

Sous un énorme cèdre, arbre de la liberté planté en 1848, deux tombes en terre battue, sans inscription, sont entourées de grilles. Au-dessus des deux tombes, se dresse une stèle représentant Minerve, représentée en bas-relief, vêtue d'une longue tunique, coiffée de son casque à cimier, appuyée sur sa lance dont la pointe est fichée en terre : elle veille sur la Paix. Elle est l'œuvre du sculpteur François Sicard, ami de Clemenceau.

Le terrain avait été donné à la commune de Mouchamps en 1922. Le site est classé monument historique depuis 1998.

A la Libération, le général de Gaulle, accompagné de Michel Clemenceau - qui revenait de déportation - est allé s'incliner sur la tombe de Georges Clemenceau. Il s'était symboliquement adressé à lui sur les ondes de la BBC le 11 novembre 1941 : « Au fond de votre tombe vendéenne, aujourd'hui 11 novembre, Clemenceau ! vous ne dormez pas [...] Le soir du grand 11 novembre, quand la foule, ivre de joie, s'épuisait à vous acclamer, vous avez crié les seuls mots qu'il fallait dire, vous avez crié : « Vive la France ! » Eh bien ! La France vivra et au nom de tous les Français je vous jure qu'elle sera victorieuse [...] Alors vous pourrez dormir en paix. »

La Maison de « La Grange Batellière » à Moret-sur-Loing (Seine-et-Marne)

Source d'inspiration pour Monet, Renoir et Sisley, Moret-sur-Loing fut la ville choisie par Georges Clemenceau, ami de nombreux peintres, pour y implanter sa propriété, la Grange-Batellière. La maison fut aussi habitée par son fils Michel Clemenceau (1873-1964). Celui-ci, ingénieur, combattant de 1914-1918, interné en Autriche pendant la Seconde Guerre mondiale, a été député de Seine-et-Marne (1945-1946 et 1946-1951) et candidat à l'élection présidentielle de 1947. Il est mort le 4 mars 1964 à Moret-sur-Loing. Madame Michel Clemenceau (Madeleine Durand), née en 1909, avait rassemblé de nombreux souvenirs sur son beau-père et son mari et faisait personnellement visiter sa maison. Elle est décédée en 2003. La maison a malheureusement été vendue.

C. L.

Les Cahiers de Village de Forez, n° 39, décembre 2007

Siège social : Centre Social de Montbrison,
13, place Pasteur,
42600 MONTBRISON

- **Directeur de la publication** : Joseph Barou.
- **Rédaction** : Joseph Barou, Maurice Damon, Claude Latta.
Les cahiers de Village de Forez sont publiés par le **Groupe d'histoire locale** du **Centre Social** de Montbrison.
- **Comité de coordination** : Claude Latta, Joseph Barou, Pascal Chambon, Maurice Damon, Pierre Drevet, André Guillot.
- **Comité de rédaction** : Geneviève Adilon, Daniel Allézina, Gérard Aventurier, Joseph Barou, Maurice Bayle, Claude Beaudinat, Gérard Berger, Danielle Bory, Roger Briand, Albert Cellier, Pascal Chambon, Jean Chassagneux, Antoine Cuisinier, Edouard Crozier, Maurice Damon, Pierre Drevet, Thérèse Eyraud, Roger Faure, Jean-Guy Girardet, André Guillot, Jean Guillot, Joël Jallon, Marie Grange, Muriel Jacquemont, Claude Latta, Stéphane Prajalas, Jérôme Sagnard, Sophie Sagnard-Lefebvre, Alain Sarry, Marie-Pierre Souchon, Pierre-Michel Therrat, Gérard Vallet.

Dépôt légal : 4^e trimestre 2007

Impression : *Gravo-clés*, 65, rue Tupinerie, 42600 Montbrison.